

**Discours de M. Richard Ferrand,
Président de l'Assemblée nationale**

**Colloque sur la lutte contre l'illectronisme
« Treize millions de personnes exclues du numérique :
des idées pour agir »**

Hôtel de Lassay – Jeudi 3 octobre 2019

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le ministre, cher Cédric O,

Monsieur le secrétaire général de SFR,

Monsieur le directeur d'Emmaüs Connect, cher Jean Deydier,

Mesdames et messieurs les députés,

Mesdames, messieurs,

Je suis très heureux de vous rejoindre pour clôturer cette matinée d'échange consacrée à l'illectronisme.

L'illectronisme, vous l'avez rappelé, est une réalité qui concerne 13 millions de nos concitoyens ; une réalité qui dérange, que l'on sous-estime, que certains refusent de voir. Collectivement ce matin, vous avez donné à ce phénomène sa juste mesure, vous en avez rappelé la teneur complexe, et avez esquissé des pistes de propositions pour l'endiguer.

Car l'illectronisme est l'affaire de tous. Il nous rappelle le poids considérable mais aussi l'ambivalence des nouvelles technologies dans nos sociétés, nos métiers, nos vies sociales... Sans les diaboliser, nous ne pouvons ignorer les inégalités qu'elles peuvent engendrer.

Des inégalités entre les territoires, et vous avez insisté sur cette dimension majeure dans votre second débat ; des inégalités au sein des familles, des entreprises, entre les générations.

Et si les plus de 70 ans sont les plus touchés, cette donnée ne doit pas détourner notre regard d'un phénomène plus inquiétant encore : l'inégalité devant le numérique concerne aussi les plus jeunes. C'est sur ce point que je voudrais conclure.

Par un raisonnement hâtif, on pourrait se figurer une jeunesse née dans le numérique, naturellement débrouillarde et parfaitement à l'aise avec ces outils.

On croit souvent que les « *digital natives* », ces jeunes nés dans les années 2000, seraient épargnés par le phénomène, convertis aux nouveaux écrans et naturellement habiles avec les appareils électroniques. Or, c'est loin d'être le cas.

Si la grande majorité des enfants a accès, au domicile familial, à une tablette, à un ordinateur ou à un smartphone, tous ne sont pas armés de la même manière pour les utiliser. Et c'est ici que la distinction entre *accès* et *usage* prend tout son sens.

De nombreux sociologues se sont penchés sur cette question : des inégalités sociales d'un nouveau genre se développent, elles résultent d'un usage différent des mêmes outils numériques.

Les données révèlent en effet des écarts de pratiques considérables entre les plus jeunes. Et l'on ne peut tolérer ces inégalités, leur apparition précoce, leur persistance, et les biais qu'elles créent dans les trajectoires de futurs citoyens.

Car, plus tard, l'illectronisme crée une sensation de décalage, de solitude, d'exclusion parfois. Il rend plus vulnérable, vous rejette dans les marges, tout comme l'illettrisme dont il est la déclinaison dans le domaine numérique. Il participe de cette assignation à résidence contre laquelle nous nous sommes engagés à lutter sans relâche.

Alors, que faire ? Vous l'avez tous rappelé, la dématérialisation des services en ligne, qu'il ne s'agit évidemment pas de condamner ici, doit se faire dans le respect de celles et de ceux qui ont besoin de temps pour changer leurs pratiques. Il faut les accompagner, les former et s'assurer que les progrès apportés par les technologies nouvelles ne se font pas au détriment d'une partie de la population.

C'est fort de ce constat que, dès le mois de décembre 2017, le Gouvernement a lancé une stratégie nationale d'inclusion numérique, destinée à venir en aide aux « laissés-pour-compte » du digital.

Un rapport préconisant une « *Stratégie pour un numérique inclusif* » a été remis en mai 2018. Et, il y a un an tout juste, un *Plan national pour un numérique inclusif* était lancé. C'est vous, Monsieur le Ministre, cher Cédric O, qui en êtes désormais l'ardent maître d'œuvre.

Le Gouvernement, en lien avec les collectivités territoriales, les associations d'élus, les acteurs associatifs, publics et privés, s'est engagé dans l'élaboration de ce plan, avec pour objectif la formation d'un million et demi de personnes chaque année.

Ces efforts doivent être poursuivis, et je me réjouis que des associations comme Emmaüs Connect, des entreprises comme SFR et bien sûr les élus de la nation se saisissent de ce sujet.

Je veux également saluer les actions et les interventions de tous les participants à cette matinée : Pôle emploi, la Croix Rouge, les Petits Frères des pauvres, WeTechCare, the Bureau, le Groupe Arès, l'agence UX Wexperience ou le cabinet de conseil « demain.ai ». Celles des villes aussi : Paris et Orléans mais également les villes rurales, représentées aujourd'hui par l'association des maires ruraux de France.

En consacrant une matinée d'échanges à ce thème, vous en rappelez la complexité comme l'importance, et vous permettez à tous les acteurs, ministériels, parlementaires, associatifs, locaux, entreprises, de penser les solutions de demain.

Les exemples et propositions que vous avez promus ce matin nous permettront, j'en suis convaincu, de combattre ce fléau.

Je vous remercie pour votre attention et vous souhaite une excellente journée.